Un consensus social

Il y a maintenant près de trois ans, en octobre 2008, la Fédération lançait un grand chantier en rendant public son Énoncé de principes pour une politique nationale sur la médecine familiale. Pour nous, il était impératif que la valorisation de la médecine familiale devienne non seulement la grande priorité de la FMOQ et des dirigeants du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), mais aussi une priorité incontournable pour l'ensemble de la classe politique et de la société civile. Si nous avons paru bien seuls pendant longtemps dans notre nécessaire et pertinent combat pour la valorisation de la médecine familiale, aujourd'hui, une trentaine de mois plus tard, force est de constater que de plus en plus de voix s'élèvent pour appuyer nos revendications et faire écho à nos propositions.



Photo : Emmanu le Garnier

En effet, que ce soit l'équipe gouvernementale qui prétend depuis des mois que l'accès à un médecin de famille est sa grande priorité dans le secteur de la santé, l'opposition officielle (Parti québécois) qui a pris des engagements en ce sens dans un passé récent, des analystes politiques, des éditorialistes ou des commentateurs du monde médiatique, de nombreuses voix ont repris notre discours depuis trois ans sur l'absolue nécessité d'investir davantage de ressources dans la médecine de première ligne. Remarquez bien, il faudrait être sérieusement déconnecté de la réalité pour nier certaines évidences, comme le fait qu'il est franchement ridicule que moins de 3 % de l'ensemble du budget du MSSS soit consacré aux soins offerts en clinique médicale ! Pourtant, c'est encore la triste réalité dans laquelle évoluent les médecins de famille à l'heure actuelle.

Et voilà que le 17 mai dernier, la Coalition pour l'avenir du Québec, fondée par François Legault et Charles Sirois, présentait son plan d'action en santé. Ayant tous en mémoire la malheureuse approche coercitive qui avait marqué le règne de M. Legault au ministère de la Santé au début des années 2000, nous étions avec raison un peu sceptiques à l'égard de son futur plan. Toutefois, force est de reconnaître aujourd'hui qu'il y a eu cheminement puisque M. Legault suggère dorénavant des politiques qui vont sans nul doute dans le sens des propositions de la FMOQ, entre autres sur le plan de l'investissement massif (la Coalition parle de 500 millions supplémentaires) incontournable dans les soins de première ligne. Par ailleurs, M. Legault prêche implicitement à son tour pour une réelle valorisation de la médecine familiale par un rajustement et une bonification de la rémunération des médecins omnipraticiens qui font de la prise en charge et du suivi de patients.

Manifestement, la logique et le gros bon sens semblent donc faire des petits dans le discours public et dans le monde politique québécois. Des soins de première ligne bien financés, bien structurés et surtout accessibles sont après tout le fondement d'un système de santé efficace. Au Québec, toutefois, ce fondement a simplement été négligé depuis trop longtemps. Il est temps de revenir à l'essentiel et d'investir massivement dans la médecine familiale et les soins de première ligne. Un large consensus social semble poindre à l'horizon à cet égard. Le gouvernement ne peut logiquement aller à l'encontre de ce consensus de plus en plus large, car il en va de l'avenir de notre système de santé. Espérons qu'il saisira la balle au bond.

Le président,

Dr Louis Godin

Le 18 mai 2011